

Convention collective

**IDCC : 9871. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,
ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES,
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET FORESTIERS,
ARBORICULTURE ET CUMA**

(Haute-Vienne)

(18 février 1965)

(Étendue par arrêté du 5 novembre 1965,

Journal officiel du 17 décembre 1965)

AVENANT N° 158 DU 23 JANVIER 2019

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2019

NOR : AGRS1997051M

IDCC : 9871

Entre :

Fédération Départementale des Syndicats des Exploitants Agricoles de Haute-Vienne FDSEA,

D'une part, et

Syndicat SNCEA CFE-CGC ;

Syndicat Général Agroalimentaire CFDT du Limousin ;

Fédération CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 17 de la convention collective de travail du 18 février 1965 concernant les exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, les entreprises de travaux agricoles et forestiers, d'arboriculture et les coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Vienne est modifié comme suit :

Le salaire horaire de base minimum des employés et ouvriers est fixé comme suit :

- coefficient 101 : 10,04 € ;
- coefficient 102 : 10,20 € ;
- coefficient 201 : 10,35 € ;
- coefficient 202 : 10,51 € ;
- coefficient 301 : 10,66 € ;
- coefficient 302 : 10,84 € ;
- coefficient 401 : 11,03 € ;
- coefficient 402 : 11,83 €.

Article 2

La valeur du point indiciaire mensuel pour les cadres définie à l'article 15 de l'avenant n° 50 du 8 mai 1980 est fixée à : 5,74 €.

Article 3

L'annexe B de l'avenant n° 50 du 8 mai 1980 s'établit donc de la manière suivante :

« Au 1^{er} janvier 2019, la valeur du point indiciaire visé à l'article 15 de l'avenant « Cadres » du 8 mai 1980 est fixée à 5,74 €. »

À titre d'exemple, le tableau des salaires au 1^{er} janvier 2019, sous réserve des nouveaux taux du salaire minimum de croissance, est le suivant :

COEFFICIENTS	VALEUR DU POINT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
310	5,74	1 779,40
400	5,74	2 296,00
430	5,74	2 468,20
450	5,74	2 583,00
520	5,74	2 984,80
550	5,74	3 157,00
580	5,74	3 329,20
600	5,74	3 444,00

Article 4

Application du coefficient 102 aux saisonniers qui reviennent en deuxième année sur une même exploitation.

Article 5

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension, prendra effet au 1^{er} janvier 2019.

Article 6

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant et deux exemplaires seront déposés à madame la directrice régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle Aquitaine, unité départementale de la Haute-Vienne, section centrale du travail, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Fait à Limoges, le 23 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)